



E4740-Direction de l'éducation-Vie des écoles et ressources

## DECISION DU MAIRE N° d.2022.103

**Concession à Mme Vanessa Boulay, agent municipal, du logement communal n° 82 de type F2, situé au 50 rue Saint-Charles à Versailles.  
Convention de mise à disposition.**

### LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-22-5° ;

Vu la délibération n° D.2020.05.18 du Conseil municipal de Versailles du 27 mai 2020 accordant au Maire les délégations prévues à cet article ;

Vu l'arrêté municipal n° A2022.2061 du 20 octobre 2022 donnant délégations de fonctions et de signatures aux élus de la ville de Versailles pour la mandature 2020-2026 ;

Vu le budget de l'exercice en cours et l'affectation des recettes correspondantes sur les imputations suivantes :

- indemnité d'occupation : chapitre 922 « enseignement - formation », article 92212 « écoles primaires », nature 752 « revenus des immeubles », service F5110 « gestion locative »
- charges du logement : chapitre 922 « enseignement - formation », article 212 « écoles primaires », nature 70878 « remboursements de frais par d'autres redevables », localisation géographique 11922 « écoles élémentaires », service F5110 « gestion locative »
- recouvrement et restitutions des cautions : chapitre 911 « dettes et autres opérations financières », nature 165 « dépôts et cautionnements reçus », service E4700 « éducation – services communs ».

La ville de Versailles possède des logements communaux vacants qu'elle souhaite pouvoir mettre à la disposition de ses agents, à titre précaire et révocable. Pour ce faire, une convention portant concession de logement doit être signée entre les parties.

### DECIDE :

de signer la convention à intervenir entre la ville de Versailles et Mme Vanessa Boulay, agent municipal, pour la mise à disposition du logement communal n° 82 de type F2, d'une surface de 44 m<sup>2</sup>, sis 50 rue Saint Charles à Versailles.

Cette mise à disposition est consentie du 26 octobre 2022 au 25 octobre 2023, renouvelable par tacite reconduction, pour une durée ne pouvant excéder 12 ans, moyennant le versement à la Ville d'une indemnité d'occupation mensuelle de 600,24 € hors charges. Cette indemnité sera révisable au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année en fonction de l'évolution de l'indice de référence des loyers soit celui du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 : 130,52.

Si l'occupant souhaite utiliser l'électricité, le gaz et les services du téléphone, il lui appartient de souscrire les contrats d'abonnements nécessaires et de payer en conséquence les consommations ou communications correspondantes.

Les consommations d'eau seront recouvrées annuellement.